



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN

Zone industrielle des parages
82000 Montauban

Références : GD/S 2025-0052
Code AIOT : 0006802719

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2025 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN implanté 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 30/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre :

- du suivi des suites de la visite du 1er décembre 2023 ;
- du suivi des actions menées suite à l'incendie du 04 juillet 2024 ;
- d'une action régionale relative à la prise en compte des évolutions réglementaires "post Lubrizol" pour les entrepôts. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une action prioritaire de l'inspection, fixée pour 2023, par le ministère en charge de l'environnement et poursuivie, en 2024, en Occitanie ;

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN
- 25 impasse de Maastricht ZI Albasud 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SOCIETE LAITIERE DE MONTAUBAN exploite à Montauban - ZI Albasud une laiterie et une station d'épuration (STEP), qui traite les effluents de l'usine et les rejets urbains des communes de Bressols et d'une partie de la commune de Montauban.

Ces installations sont soumises à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relèvent de la directive sur les émissions industrielles (IED) .

Les principaux enjeux en termes de prévention des nuisances et des risques associés au site concernent la maîtrise des consommations d'eau, des rejets aqueux (laiterie, STEP) et atmosphériques (légionelles) et la maîtrise des risques d'incendie (installations de transformation et de stockage de plastiques).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Débit de prélèvement maximum – Eau de Forage	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 3.1.1. modifié par l'arrêté préfectoral du 27/07/2023	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect VLE – pH – Rejet STEP	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 31	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
9	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Produits récupérés en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
19	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	/	Demande d'action corrective	3 mois
20	Mise à jour de l'étude de danger	AP de Mesures d'Urgence du 05/07/2024, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
21	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suivi des consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 3.1.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Sécheresse 2023 – Mesures - Vigilance	Arrêté Préfectoral du 27/07/2023, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Rapport d'incident	Code de l'environnement du	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		27/09/2020, article R512-69		
7	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
14	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Sans objet
15	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	/	Sans objet
16	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
17	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	/	Sans objet
18	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	/	Sans objet
22	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet
23	EDD intègre les produits de	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	décomposition	Point 1.2.1		
24	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté une prise en compte correcte des demandes faites suite aux précédentes visites d'inspection, ainsi que suite aux évolutions réglementaires post Lubrizol.

L'exploitant doit mettre à jour son étude de danger conformément à l'arrêté de mesure d'urgence du 05 juillet 2024. Une mise en demeure est proposée en ce sens. Dans le cadre de cette mise à jour, l'exploitant devra proposer des moyens en eau incendie complémentaires afin de répondre aux besoins identifiés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les 2 ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives.</p> <p>Echéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.</p>
Constats :

<p>Lors de la visite du 19 septembre 2022, il avait été constaté que les plaques latérales de la TAR étaient corrodées en partie haute à l'arrière de l'équipement. L'exploitant avait indiqué que cette corrosion était due aux vapeurs des cuves d'acide nitrique et de soude implantées à proximité immédiate de la TAR et que ces cuves allaient être déplacées. L'inspection avait demandé de confirmer le calendrier des travaux en 2023 et dans le cas contraire, d'engager des travaux sur la TAR pour remplacer les parties corrodées, et d'intégrer ce risque dans l'AMR.</p> <p>Lors de la visite du 21 janvier 2025, l'inspection a constaté que les travaux de déplacement des cuves étaient en cours de finalisation (cuves installées non raccordées), et qu'ils sont un préalable au remplacement de la tour aéroréfrigérante par une tour adiabatique. Ces modifications ont fait l'objet d'un porter à connaissance en cours d'instruction. Ces investissements prévus en 2024 ont pris du retard suite à l'incendie de juillet. La nouvelle tour devrait être installée au deuxième trimestre 2025. L'exploitant indique que la corrosion est située au-dessus du niveau de la rétention des eaux, qu'elle ne concerne que l'extérieur du bardage, et qu'il n'a pas constaté de corrosion interne. Il considère qu'elle ne présente aucun risque dans l'immédiat.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> répondre dans les meilleurs délais à la demande de compléments relative au porter à connaissance de déplacement des cuves acide/soude et d'arrêt de la tour aéroréfrigérante ; de justifier de l'absence de risque lié à la corrosion sur l'extérieur du bardage de la tour aéroréfrigérante jusqu'à son remplacement programmé au deuxième trimestre.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Suivi des consommations d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 3.1.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces informations sont renseignées journalièrement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p>

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 1er décembre 2023, il avait été constaté le remplacement des compteurs d'eau, pour être compatible avec un système de télérelève et il avait été demandé de transmettre le bon de commande de ce système.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué qu'il a étudié différentes possibilités de télérelève de ses compteurs. Il dispose d'une proposition de devis pour démarrer le maillage de l'usine. Le fait d'avoir un réseau de communication interne lui permettra de transmettre les données de ses installations. Aujourd'hui les relevés sont faits en manuel.

L'inspection prend note de ces éléments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Débit de prélèvement maximum – Eau de Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2006, article 3.1.1. modifié par l'arrêté préfectoral du 27/07/2023

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Eau de forage - Le Tarn du confluent de l'Agout au confluent du Tescou - Prélèvement annuel 210 000 m³

Niveau de gestion sécheresse Normal et Vigilance : 580m³/j - 25m³/h

Constats :

Lors de l'inspection du 1er décembre 2023, il avait été demandé à l'exploitant :

- de déterminer ses besoins en eau en prenant les futures économies d'eau et le cas échéant, de solliciter une modification de l'arrêté préfectoral de 2023 ;
- de justifier à l'inspection que le débit instantané de prélèvement de 25m³/h est respecté (caractéristiques des pompes, mesure de débit à la fréquence maximale).

Lors de présente inspection l'exploitant a indiqué que les pompes installées dans le puits du Tarn sont des pompes qui ont un débit de base de 40m³/h mais avec la perte de charge liée à l'installation, il garantit un débit de 30m³/h. Pour pouvoir brider les débits de ses installations à 25m³/h, il compte ajouter une vanne bridée sur le circuit. Il indique que la commande d'un débitmètre a été passée pour livraison sous 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place le bridage des installations pour pouvoir respecter un débit de ses installations à 25m3/h au maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Sécheresse 2023 – Mesures - Vigilance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économies décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le préfet dans la zone d'alerte où sont localisées les prélèvements de l'établissement.[...]</p> <p>Vigilance :</p> <p>Rappel des mesures d'économies d'eau élémentaires au personnel de l'installation</p> <p>Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau</p> <p>Limitation volontaire des usages de l'eau</p> <p>Sensibilisation du personnel de l'établissement aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite et affichée su site.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 01/12/23, il avait été constaté la sensibilisation du personnel lors de réunions quotidienne (CAP15 et CAP5). Il avait été demandé à l'exploitant de formaliser par écrit une note de sensibilisation du personnel pour les épisodes de sécheresse.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté la note de sensibilisation du personnel pour les épisodes de sécheresse. L'exploitant précise qu'en cas de période de sécheresse, il indique à ses salariés l'entrée en période de vigilance. Ce message vient en complément du suivi journalier qui est fait par tous les ateliers de façon journalière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect VLE – pH – Rejet STEP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions des eaux superficielles

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Sauf dispositions particulières prévues par arrêté préfectoral pour les plateformes industrielles relevant de l'article L. 515-48 du code de l'environnement, le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5,9,5 s'il y a neutralisation alcaline.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 01/12/23, l'inspection avait demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de maintenir le pH de son rejet en dessous de 8,5.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que des travaux ont été réalisés sur la station d'épuration (mise en route d'un nouveau clarificateur et d'un bassin de confinement). La mise en place de ce nouveau bassin permet d'allonger le temps de passage des effluents dans la station d'épuration, la récupération de l'ancien clarificateur en bassin d'aération va également entraîner une augmentation du volume du bassin d'aération.</p> <p>L'inspection constate qu'en 2024, la valeur de 8,5 a été globalement respectée, avec quelques dépassements ponctuels (avec un pic à 8,7). L'exploitant indique que des variations ont été visibles notamment en raison de problèmes de pilotage mais que la norme est atteignable avec un fonctionnement normal.</p> <p>Il précise qu'il va mettre en place une procédure pour confiner les eaux avant leur rejet si la valeur de pH, mesurée sur une période de 10 minutes, dépasse 8,5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la procédure de confinement des eaux en cas de mesure de pH supérieure à 8,5.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Rapport d'incident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

La fiche de notification de l'accident du 5 juillet 2024 (incendie de l'atelier de maintenance) a été transmise à la préfecture le 15/07/2024. Une mise à jour a été transmise le 03/02/2025, en intégrant l'analyse des causes par l'expert et un plan d'action. Deux scénarios sont envisagés :

- un départ de feu suite à auto-inflammation d'une batterie au lithium (type batterie d'outil à main) dans un bureau
- départ de feu suite à contact d'un chiffon souillé de graisse avec un chiffon souillé de matière comburante.

Dans le cadre de la reconstruction du bâtiment, il est prévu la mise en place d'un système de détection incendie lié à l'alarme du site. Il est également prévu de venir stocker les appareils fonctionnant à batterie dans un local dédié et permettant un confinement du départ de feu au local (mur coupe-feu 2h).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser dans un porter à connaissance les modifications prévues avant la reconstruction du bâtiment.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier du 13 juillet 2024, l'exploitant a transmis l'état des stocks réalisé de façon hebdomadaire.</p> <p>Il concerne les installations visées par une rubrique de la nomenclature ICPE.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection signale à l'exploitant que sa transmission ne comporte que le plan du site avec la synthèse par rubrique et non pas l'état des stocks complet. L'exploitant le présente en séance. Il indique que le local de maintenance ne comporte pas de produits et substances concernés par cet inventaire, que les produits stockés dans cette zone étaient des produits non dangereux et en faible quantité. La zone de stockage des déchets dangereux qui a été touchée par la chaleur liée à l'incendie du 5 juillet 2024 avait été vidée quelques jours plus tôt. Néanmoins, les quelques déchets restants dans la zone lors de l'incendie ont été récupérés dans une filière de traitement de déchets dangereux. Les armoires de stockage de produits chimiques à proximité du bâtiment ont empêché la libération de produits chimiques. Néanmoins les produits dans ces armoires ayant été exposés à des hautes températures, la décision a été prise de faire partir ces produits en filière de traitement des déchets dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant l'inventaire des produits et substances impliqués dans l'incendie du 5 juillet 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse du 13 juillet 2024, l'exploitant a présenté les rapports des installations électriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrôle Q18 du 25/07/2023 au 28/07/2023 (APAVE) qui mentionne une observation dans la zone. L'exploitant précise qu'une intervention a eu lieu le 02/08/2023 en transmettant le bon d'intervention associé (remplacement disjoncteur 32A par 16A) . • contrôle Q19 du 15/02/2024 au 16/02/2024 (APAVE) qui ne contient pas d'observation dans la zone de l'incendie. <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté le rapport des installations électriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrôle Q18 du 30/07/24 au 02/08/24 (APAVE). Celui-ci mentionne un danger signalé pour la première fois (3 observations dans différents secteurs de l'usine). L'exploitant précise que les 3 observations ont été prises en charge par le service maintenance.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse du 13 juillet 2024, l'exploitant a transmis le dernier PV de contrôle des extincteurs (Eurofeu du 25 mai 2023 - 225 extincteurs contrôlés). Celui-ci mentionne certaines observations (extincteurs de plus de 10 ans à remplacer, détériorations, extincteurs percutés...).</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport de vérification des poteaux incendies (Eurofeu du 30/08/24 - 2 poteaux contrôlés). Le rapport mentionne que la pression statique est tout juste correcte, l'absence de débit, et une non-conformité. Ces poteaux viennent en complément d'une réserve incendie de 400 m3 et d'un poteau situé à l'extérieur du site. • le rapport de vérification des extincteurs (Eurofeu du 08/08/24 - 220 extincteurs contrôlés). Le rapport mentionne certaines observations (extincteurs de plus de 10 ans à remplacer, détériorations, extincteurs percutés...). • le rapport des RIA (Eurofeu du 08/08/24 - 29 RIA contrôlés). Le rapport mentionne une fuite pour le RIA n°23 et le RIA n°7.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lever les observations des rapports de contrôle des moyens d'extinction (RIA, Poteaux incendie et extincteurs).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Produits récupérés en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les eaux d'extinction ont été récupérées dans des GRV pris en charge par la société CHIMIREC le 16 septembre 2024 en filière de traitement de déchets dangereux. Il précise qu'elles représentent un tonnage de 4,334 tonnes, et que des analyses des PFAS ont été effectuées avant envoi.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant a présenté la liste des différents produits envoyés en filière de déchets dangereux (aérosols, acides, base, cuves vides souillées, DEEE cf point 7) pour un tonnage total inférieur à 10 tonnes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs associés à l'ensemble des évacuations des déchets liés à l'incendie (BSD) et le résultat des analyses PFAS des eaux d'extinction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
Constats : L'exploitant a déposé le 24/12/21 une demande de bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510 à enregistrement avec un volume de stockage de 178 122 m3. La situation administrative a été mise à jour en conséquence dans l'arrêté préfectoral du 10 février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'état des stocks dans un tableau qui mentionne : le nom du produit, la rubrique ICPE associée, la nature du produit, le seuil, la fréquence d'inventaire, la personne référente, le volume actuel et la position détaillée (en référence à un plan du site).</p> <p>Cet état des stocks alimente un plan qui identifie les différentes zones de stockage et mentionne le volume stocké par rubrique.</p> <p>Cet état est réalisé de manière hebdomadaire et est disponible à la demande.</p> <p>La fréquence d'inventaire physique dépend des produits (elle est soit hebdomadaire, soit journalière pour les billes de PeHD). Pour certains produits, il n'y a pas d'inventaire et l'état des stocks mentionne le stockage maximum (bouchons, films, emballages tétra et combibloc, PeHD rebroyé, bouteilles vides et liquides comburants).</p> <p>L'état des stocks est disponible sur le serveur et est accessible en cas de perte d'électricité sur site, ou si les locaux administratifs sont inaccessibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer un recalage périodique par un inventaire physique, au moins annuellement pour l'ensemble des produits et d'indiquer comment il s'assure que l'inventaire maximum mentionné pour certains produits n'est pas dépassé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec</p>

eux à l'avance ;
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est accompagné d'un plan qui identifie pour différentes zones de stockage la nature et les quantités de produits stockés.</p> <p>Ce plan repère également les stockages de produits chimiques "de proximité" dans les bâtiments (en petite quantité) avec un pictogramme "risque toxique".</p> <p>Les autres substances dangereuses sont stockées dans des containers de produits chimiques à l'extérieur des bâtiments (acides, bases, inflammables avec les huiles et les savons) ou dans des cuves (gazole, soude, acide, fioul, javel). L'inspection note que la quantité de produits stockés dans les containers produits chimiques n'est pas mentionnée sur le plan.</p> <p>Les mentions de danger des substances dangereuses n'apparaissent pas sur le plan.</p> <p>Ce plan ne permet toutefois pas de distinguer la quantité de matières combustibles stockées dans chacune des deux cellules de stockage.</p> <p>Le local de charge de batterie est identifié avec un pictogramme spécifique pour les accumulateurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de faire apparaître sur le plan les mentions de danger des substances dangereuses stockées et recommande de faire apparaître les pictogrammes correspondant ; • de faire apparaître sur le plan la quantité de produits stockés dans les containers produits chimiques ; • de discriminer par cellule de stockage la nature et la quantité de produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks contient des informations lisibles par le public.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

Les cellules de stockage ne contiennent pas de substances dangereuses.

Les produits inflammables sont stockés dans des armoires dédiées (alcool désinfection, encre et solvants)

Les produits chimiques sont stockés dans des armoires spécifiques, avec rétention et résistantes au feu, à l'extérieur des bâtiments.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de matières incompatibles stockées dans une même rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;

2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;

- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.

- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

Constats :

Dans les cellules de stockages sont stockés des emballages en plastique et cartons, et des bouteilles de lait.

Le stockage est effectué en rack sur une hauteur maximum de 8 mètres. Il n'y a pas de système d'extinction automatique, ni de stockage de liquides inflammables dans ces cellules.

Il n'y a pas de stockage en mezzanine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de

<p>réipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des réipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas stocker de liquide inflammable de catégorie 1 (mention de danger H224).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Eclairage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'éclairage est assuré par des LED.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ</p>

d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.
Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

L'installation dispose d'un système de détection incendie avec alarme sur la centrale et les téléphones d'astreinte.

La détection est assurée par :

- 29 détecteurs optiques de fumées ponctuels,
- 11 détecteurs linéaires de fumées dans les larges zones de l'entrepôt ;
- 3 détecteurs de flammes ;
- 5 détecteurs multicritères,
- 2 détecteurs multiponctuels,
- un système de détection de fumées par aspiration et centrale d'analyse dans le local de stockage de PeHD

Par ailleurs, deux installations électriques sont équipées d'un système d'extinction automatique à l'azote et au CO2.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de visite de maintenance préventive de l'installation de détection automatique et d'extinction automatique à gaz du 29 janvier 2025 (Siemens). Le précédent contrôle a été effectué le 12/08/24.

Celui-ci mentionne :

- que le détecteur linéaire ZAD ne fonctionne pas. L'exploitant a précisé qu'une intervention de réparation était en cours le 13 février.
- des observations sur la ré-épreuve à effectuer des bouteilles d'azote et d'extinction CO2, le contrôle d'étanchéité de la salle TGBT+REP à effectuer, et le manque d'audibilité de l'alarme à certains endroits. L'exploitant a indiqué que ces remarques sont en train d'être intégrées à ses investissements 2025.

Le rapport comporte un compte rendu de vérification périodique Q7 qui ne mentionne pas de dysfonctionnement du système de défense incendie ni d'inadéquation de la détection par rapport au risque à surveiller.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande de confirmer la remise en service du linéaire ZAD suite à l'intervention du 13 février et de confirmer la mise en oeuvre des autres actions correctives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Mise à jour de l'étude de danger

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 05/07/2024, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de danger

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met à jour l'étude de danger de l'installation, conformément aux dispositions de l'article D.181-15-2 III du Code de l'environnement, pour tenir compte du retour d'expérience du sinistre survenu le 5 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant met à jour le plan interne de gestion des situations d'urgence de son installation pour tenir compte du retour d'expérience du sinistre survenu le 5 juillet 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des situations d'urgence a été mis à jour à la suite de l'incendie.</p> <p>L'exploitant précise que toute l'équipe encadrante va être formée à la gestion de risque le 30 janvier 2025 puis l'ensemble des collaborateurs.</p> <p>L'inspection indique qu'il est en cours de consultation avec trois bureaux d'étude pour la réalisation de son étude de danger.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre une mise à jour de son étude de danger :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tenant compte des dernières évolutions du site et du retour d'expérience de l'incendie du 5 juillet 2024 ; • intégrant le calcul des moyens en eau incendie nécessaires et proposant les compléments nécessaires (cf point 22) • mentionnant les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important (cf point 23) ; • intégrant l'étude des flux thermiques en cas d'incendie, accompagnée des mesures prévues pour respecter l'Annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (cf point n°24).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 21 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p>

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

L'installation dispose :

- d'une réserve d'eau de 400 m3. Cette réserve est alimentée par l'eau pompée dans le

<p>Tarn, elle sert au besoin du process, mais le volume reste disponible pour un incendie. La réserve est équipée d'un raccord pour les pompiers ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 220 extincteurs répartis dans le bâtiment. L'inspection n'a pas constaté de problèmes d'accessibilité lors de la visite. • de 29 Robinets d'incendie armés. L'inspection n'a pas constaté de problèmes d'accessibilité lors de la visite. • de 3 poteaux incendie internes avec un faible débit (20 m3/h) et d'un poteau incendie externe (débit inconnu)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'améliorer l'accessibilité au raccord pompier de la réserve incendie (présence d'un bardage juste au-dessus du raccord) et de matérialiser au sol l'interdiction de stationner devant le raccord.</p> <p>L'exploitant doit justifier de la mise en œuvre des actions correctives pour lever les observations des rapports de contrôle des extincteurs, RIA et poteaux (cf point 9) et s'assurer du débit disponible au niveau du poteau incendie externe.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 22 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs</p>

dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

L'exploitant a présenté un calcul des besoins en eaux d'extinction incendie effectué à partir du document technique D9. Il se base sur la plus grande surface non recoupée.

Il indique qu'il n'est pas envisageable, pour des raisons opérationnelles, de réduire cette surface par un mur coupe-feu.

Le calcul aboutit à un besoin de 1 179 m³/h. Le besoin est donc plafonné à 720 m³/h pendant 2 heures.

L'exploitant indique qu'il souhaiterait proposer au SDIS, en complément de la réserve de 400 m³ et des poteaux existants, la possibilité d'utiliser le système de pompage dans le Tarn.

Dans le cadre de la mise à jour de son étude de danger (cf point n°20) l'exploitant devra proposer la mise en œuvre de moyens en eau incendie complémentaires pour répondre au besoin identifié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : EDD intègre les produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les inconvénients

Prescription contrôlée :

1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers

Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

Constats :

L'installation relevant de la rubrique n°1510 présente sur le site relève du régime de l'enregistrement (cf. point de contrôle n° 11). Ces dispositions ne sont donc pas opposables au site. Toutefois, l'établissement relevant globalement du régime de l'autorisation, il dispose d'une étude de dangers. Cette dernière doit être mise à jour, en application des dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 5 juillet 2024. L'inspection propose que cette mise à jour intègre une identification des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, ce qui permettrait d'améliorer l'évaluation des conséquences en cas

d'accident sur ce site, et donc de renforcer leur maîtrise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une étude de flux thermique réalisée par la société Effectis le 25/08/23 via le logiciel Flumilog. Elle conclut que les flux thermiques de 8 kW/m² sortent des limites de l'emprise ICPE sur une distance de 7 à 8 mètres au Sud Ouest du site, et impactent l'extrémité d'un jardin d'habitation.</p> <p>Cette étude devra être intégrée dans la mise à jour de l'étude de danger prescrite par arrêté de mesures d'urgence du 05 juillet 2024, accompagnée des mesures prévues pour respecter l'Annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (cf point n°20).</p>
Type de suites proposées : Sans suite